

RÉSUMÉ DU PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

Sebastián Piñera

PREMIER PILIER

POINT DE DÉPART: COMMENT L'ÉGALITÉ DES SEXES

Façon de diminuer la ECLATANTE LES INÉGALITÉS SOCIALES

DEUXIÈME PILIER

Restaurer la confiance dans les institutions démocratiques

TROISIEME PILIER

RENFORCER LES DROITS ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Contre l'Etat

QUATRIÈME PILIER

Dynamiser les régions et les communautés

CINQUIEME PILIER

RENTALISATION DE LA CLASSE MOYENNE EN PLAGE DU PRODUCTIF

SIXIÈME PILIER

PARTICIPATION SUR LE VISAGE UN MONDE GLOBAL

SEPTIÈME PILIER

Protection de l'environnement: 10 tâches spécifiques

PRÉAMBULE

NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LA CLASSE MOYENNE

Nous voulons revitaliser la classe moyenne chilienne, véritable épine dorsale de tissu social, la classe moyenne est à la traîne parce qu'elle n'est pas

écoutés et traités comme les riches, en isolant aucune aide de Etat, qui refuse de reconnaître que la pauvreté est réel dans le cou et la cravate qui est alourdi par des taxes qui étaient censées travailler en moyenne, quatre mois de l'année pour l'État.

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES EN VOYAGE AU BIEN SÛR
COMMUN

Assurer l'égalité des chances signifie garantir des règles égales pour tous dans la course pour atteindre leur développement spirituel et matériel. Non seulement position grâce à l'équilibre des ressources et des charges de façon inégale sur les participants, mais aussi pendant toute la course, l'appariement sur le terrain et de compensation tout autre obstacle ne proviennent pas de mérite illé et le libre arbitre de chacun.

Ainsi le résultat dépendra uniquement de l'effort personnel et le succès ne sera pas produit d'avantages personnels ou d'un groupe des avantages de la naissance ou la fortune, de subvention, de monopole, le contingent ou d'un privilège, l'échec n'est pas le résultat d'obstacles économiques ou sociaux, la discrimination, la bureaucratie, la corruption, l'injustice, l'inefficacité ou l'injustice.

Grâce à notre programme, nous allons:

- Réduire les inégalités dans l'accès aux actifs productifs, tels comme l'éducation, les infrastructures et les droits de propriété.
- Améliorer le fonctionnement des marchés, qu'il s'agisse de produits, travail ou des crédits.
- Pour renforcer la capacité redistributive de l'État, par exemple, décentralisée des programmes sociaux.
- Améliorer le système politique par une plus grande transparence et à élimine avantages injustifiés.

Assurer l'égalité des chances être déposée dans l'instrument puissants pour le Chili diminuer l'inégalité sociale écrasante; vaincre les la pauvreté, assurer l'égalité d'accès à l'éducation, la santé, du logement et la justice, favoriser le développement démocratique et renforcement institutionnel de des droits civiques et des libertés individuelles, à renforcer la régionalisation et les gouvernements locaux revitaliser la classe moyenne entreprise productives Chiliens préparer à l'intégration avec le monde, et d'améliorer considérablement leur qualité de vie et le respect dans le cadre d'un développement durable.

PREMIER PILIER

POINT DE DÉPART: COMMENT L'ÉGALITÉ DES SEXES

Façon de diminuer la ECLATANTE LES INÉGALITÉS SOCIALES

EDUCATION

- a) Assurer l'accès à l'éducation préscolaire pour tous ceux enfants de familles qui se trouvent dans la partie inférieure de 60% revenu, avec un véritable accompagnement pour le choix de l'établissement comme qualité.
- b) Amélioration de la qualité de l'éducation
-- Doubler la subvention par élève pour 2010 pour améliorer la qualité programmes et consacrer des heures supplémentaires à temps plein programmes pour l'analyse et la discussion des questions.
-- Fournir à l'SIMCE un score coupe, qui créera une concurrentielle des fonds pour les établissements ayant les meilleurs résultats et faire des histoires à succès reproductibles.
-- Encourager le transfert de matériel éducatif et l'accès aux bibliothèques entre les programmes d'enseignement.
- c) Mettre en place des systèmes d'accréditation externes pour évaluer le formant l'activité des universités afin d'améliorer la qualité des enseignants.
- d) Promouvoir et étendre les mécanismes de financement partage, à travers l'incorporation des parents. Également perfectionner la loi soulève des dons, afin d'encourager ces contributions.
- e) En plus d'assurer l'accès à l'éducation spéciale, est doivent innover les programmes éducatifs visant à l'égalité opportunités et non-discrimination.
- f) Qualité de l'enseignement supérieur
-- Elargir les années requises pour accorder l'autonomie et livrer les capacité à rejeter ceux qui ne répondent pas aux exigences de base.
-- Enquête annuelle sur le statut professionnel et les salaires des diplômés au cours des cinq dernières années pour chacune des races et institutions, s'adresse aux jeunes qui décident comment et où faire des études.
- g) Amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur par un système de De crédit à offrir des ressources directement aux élèves à partir de le statut socio-économique du déficit, l'excellence académique et l'épargne accumulés à l'enseignement supérieur.

EMPLOI

a) Mobilité de l'emploi

La modification du régime de compensation pour les années de service par un mécanisme de paiement à tous les cas, soit l'équivalent de 15 jours par année de service.

b) Heures supplémentaires

Banque d'heures supplémentaires par an, équivalant à travailler en moyenne une heure supplémentaire par jour, ce qui représente 290 heures de travail supplémentaires.

Page 4

c) La flexibilité des salaires pour garantir des emplois pour les jeunes et les femmes, ainsi que de faciliter leur spécialisation. Garantir un salaire minimum pour les personnes âgées de quatre ans, ce qui pourrait accroître la performance économique.

d) Création du Conseil national du travail, composé de cinq personnes désignées par l'Exécutif et ratifié par le Sénat, qui superviser la mise en œuvre des normes et pour rendre le travail et de retraite Inspection des critères de politique macro-économique.

SANTÉ

a) De santé primaires

-- Mettre en place des inter-centres de diagnostic avec une meilleure outils de gestion permettant une meilleure coordination au niveau primaire, et équipées de solutions technologiques.

-- Possibilité d'inclure les institutions sans but lucratif dans la prestation de des services de niveau primaire.

-- L'augmentation de la valeur par habitant de \$ 1.530 à \$ 2,500.

b) Libre choix des prestataires

L'Etat fournira une subvention portable pour les personnes à choisir l'assurance santé, indépendamment qu'il soit public ou privé.

c) Accès aux médicaments de haute qualité, sûrs et moins de prix

- c) ACCES AUX MEDICAMENTS DE HAUTE QUALITE, SANS ET MOINS DE PRIX
- Mise en œuvre d'un programme d'assurance-médicaments, pour atteindre à 134 emplacements sans accès.
- Afin de réduire les coûts, il mettra en œuvre une politique de remboursement

LOGEMENT

- a) Financement pour les déshérités
 - Il réduit de moitié le déficit de logements.
 - Programme de subventions destinées à de petits prêts secteurs de moyenne à faible revenu. Dans le cas des sans-abri sera établi mécanisme spécial d'avoir l'usage et la jouissance de la vie.
- b) Améliorer les normes de construction
 - En plus de perfectionner la conception de solutions de logement, chaque le logement doit avoir une inspection préalable à des municipalités livraison pour les résidents.
- c) Augmentation du financement public pour réparer les complexes d'habitation à des failles dans sa construction, en plus d'améliorer canaux pour soulever et résoudre les problèmes des gens.

PAUVRETÉ

- a) Support portable

Les programmes sociaux que les familles bénéficient à faible revenu devrait envisager le maintien des prestations de décès et la portabilité de ces dernières si vous changez la commune de la famille.

- b) Une participation accrue des organisations à but non lucratif
Incorporer le concept de l'impôt sur la démocratie où les contribuables

incorporer le concept de l'impôt sur la démocratie ou les contribuables peuvent affecter une partie de leurs taxes à un organisme sans but lucratif pour moment de leur taxe annuelle de revenus.

- c) **Prix pour surmonter**
Création d'une prime spéciale pour ceux qui lancent des productives projet qui cherche à changer leur situation de pauvreté.

BIEN-ÊTRE SOCIAL

- a) **Réduction des coûts pour les frais, ce qui porte à de nouveaux acteurs comm**
les banques ou compagnies d'assurance (à travers des filiales twist unique).
- b) **Maximiser le rendement escompté par l'expansion de la**
limites d'investissement de l'AFP.
- c) **Partagée du système de négociation pour résoudre le problème de la**
lacunes de prévoyance, dans laquelle l'État versera une partie de l'abonnement des travailleurs dans les périodes où elle ne peut contribuer.

PERSONNES ÂGÉES

- a) **Réglementer l'exploitation des maisons de soins infirmiers, avec des**
minimales pour l'exploitation de ces foyers et l'accès direct et gratuit au
Le réseau hospitalier public.
- b) **Pensions**
 - **Augmentation de 20% de la valeur des pensions d'aide sociale et de retraite**
minime.
 - **La livraison de ces actions, le montant sera augmenté en fonction**
l'âge du retraité.
- c) **Permettre aux retraités de faire du travail flexible**
payés.

FAMILLE ET LES FEMMES

- a) **Tuteurs Programme pour enfants**
En charge des municipalités, où les femmes formés et
professionnels de soins supervisés dans leurs maisons pour les enfants des autres fem
- b) **Compétence et le congé maternité**
Permettant la distribution de semaines de pré-et post-natal et de donner l'opti
d'augmenter le congé de maternité dans la même proportion dans laquelle

diminuer la juridiction. Cela devrait être financée à parts égales par les autorités de retraite et l'employeur.

c) Retraite logeuse

Système de retraite des femmes de plus de 14 ans qui sont inactives, exercent des activités des ménages et ont un ou plusieurs enfants. La mesure de financement seront couverts par l'Etat repose sur un financement partagé régime.

d) Entretien

Retenue à la source remboursements d'impôt sur le revenu pour les débiteurs de la nourriture. Le non-paiement de la dette est dans les dossiers des débiteurs.

e) Élimination de la violence domestique

Créer un groupe hôte local que la responsabilité de Sernam mettre en œuvre un programme visant à prévenir et à traiter les victimes.

PERSONNES HANDICAPÉES

a) Travail d'absorption

-- Contrat de travail prévoyant un salaire minimum spécial handicapés.

-- Le droit de réduire le revenu brut aux fins de l'impôt à 150% de salaires versés aux travailleurs handicapés.

b) Créez le Service national des personnes handicapées, en échange de FONADIS, dont l'objectif sera d'unifier les inter-coordination sectorielle, en incorporer les changements technologiques, d'encourager la spécialisation dans la protection droits et de développer les programmes offerts aux personnes atteintes handicapées.

SPORT

-
- a) La création d'écoles sportives municipales.
 - b) Plus et mieux des installations sportives
Programme de réparation et d'entretien des installations sportives. Il optimiser leur utilisation de l'apport des utilisateurs en fonction de leurs moyens, garantissant la liberté de ceux qui sont incapables de supprimer, en échange d'un travail comme la peinture ou des réparations.

DEUXIÈME PILIER

Restaurer la confiance dans les institutions démocratiques

- a) Responsabilité des Etats pour absence de service

Page 7

Système de médiation pour les municipalités et services d'utilité publique, permettant l'Etat revendiquer la responsabilité de l'absence de brièvement le service, rapidement et gratuitement.

- b) Droits de l'homme
 - Accélérer les cas, de sorte que les familles ont la réponse et accusés d'être jugés sans retard excessif.
 - Donnant des pouvoirs spéciaux à l'Institut médico-légal afin de permettre accélérer l'identification des restes des personnes disparues.
- c) Native Peoples
 - Des programmes visant à améliorer l'éducation de leurs traditions, langue et de culture développées par les communautés elles-mêmes.
 - Plan de développement décentralisé, dans lequel niveau régional et communales ressources et des pouvoirs est de résoudre des problèmes spécifiques des peuples originaires de la région.
 - Incorporer avec le peuple Mapuche au développement forestier: l'admission :

qui possèdent des terres alors qu'ils augmentent leurs cultures.

-- Des bourses d'études pour l'enseignement supérieur pour les enfants de familles pauvres qui obtiennent de bonnes notes, de renforcer la santé en milieu rural et à faciliter les communautés d'accès aux centres urbains avec une meilleure infrastructure routière.

d) Modernisation de l'État

-- Réduire la taille du gouvernement par le transfert de fonctions privées de protection sociale (travail en collaboration).

-- Introduire le professionnalisme et l'amélioration continue de les agents publics et d'intégrer tous les utilitaires système Senior Management Service.

e) Sociétés publiques

-- Le ciblage des investissements publics dans les zones de production à la capitale de l'homme.

-- Retirez les entreprises publiques dans les avant-toits des ministères pour toute responsabilité d'un organisme unique, de caractère technique.

-- Technifier la nomination des administrateurs et gestionnaires, par des organismes indépendants qui proposent des candidats qui répondent certains profils.

-- Mettre en place des mesures de transparence et d'information du public et de applicables à Codelco, l'ENAP BancoEstado, la télévision nationale et les entreprises Secteur de la défense dépend des lois qui s'appliquent à autres entreprises d'Etat.

f) Contrôleur général de la République

-- Annoncez audits.

-- Obtenir des fonds pour ce qui est indépendant de la Loi Budget.

g) Amélioration de la justice: Justice pour tous

- Renforcer le nouveau système de procédure pénale, la résolution des lacunes être remarqué dans son application.
- Début de la modernisation de la justice civile vers l'oralité.
- Décision Desjudicializar de décisions et la résolution des conflits, à un notaire ou un fonctionnaire civil.
- Créer des mécanismes visés aux essais de collecte, qui : la charge de travail le plus important pour nos juges.
- Réformer et renforcer le système d'assistance judiciaire en matière civile et la famille, introduction de régimes de concurrence et le choix des citoyens.
- Pour faire progresser l'émancipation économique de la magistrature pour ren indépendance.
- L'indépendance des tribunaux fiscaux spécialisés.
- Mettre en place un système de justice de quartier afin de résoudre rapidement et efficacement les problèmes de cohabitation dans les quartiers et villes.

h) Media

- SUBTEL faire des concessions pour la radio et la télévision, sur la base uniquement sur des critères techniques.
- Supprimer le délit d'outrage, le maintien et la diffamation au pénale, mais en changeant les peines privatives de liberté à des amendes.
- Maintenir une mesure de protection préventive par des menaces à l'honneur, mais bornée à la vie privée en cas d'intérêt public de divulguer les l'information.
- Promouvoir l'auto-régulation des contenus par l'industrie elle-même.
- Privatiser le journal La Nacion et tendre le rôle du Journal officiel.
- L'évolution vers la numérisation de la radio et la télévision.
- ~~concessions de nouvelles concessions de la réduction de la bande passante.~~

i) Chili n'est pas neutre contre le terrorisme, la corruption et la drogue

- Situé dans la Constitution une condamnation claire de la corruption et consacrer la validité des principes de probité et de transparence des l'activité publique.
- Assurer l'accès à l'information sur la gouvernance, renforcer le rôle du contrôleur financier de la citoyenneté.
- Situé dans la Constitution, la condamnation et l'interdiction du trafic de drogue instituant des sanctions pour ceux qui pratique similaire à ceux s'appliquer à des terroristes.
- Interdire les postes publics de pouvoir transporter des personnes dépendantes de drogues illégales.

j) Application de la loi et la sécurité publique

- La création du ministère de la Sécurité publique, qui dépendent Carabiniers et les enquêtes de police.

-- Modernisation de personnel de police (professionnelles et techniques des cou les progrès de la science) et la délimitation claire des rôles de chacun.

k) Politique nationale sur l'éthique publique, destiné à affirmer la primauté de la probité dans la fonction publique.

Page 9

l) Réglementer le hall, à travers une loi permettant la participation citoyens au processus décisionnel.

m) Indépendance des décisions du Congrès

-- Raffinage des règles sur les incompatibilités, les incapacités et parlementaires interdictions et mettre à jour les raisons pour lesquelles une mai perdre son mandat parlementaire.

-- Permettant non seulement le Président ou un certain nombre de parlementair mai appel au Tribunal constitutionnel cesse d'occuper son poste parlementaire, mais peut aussi être invoqué par un groupe citoyens représentatifs.

TROISIEME PILIER

RENFORCER LES DROITS ET LIBERTÉS INDIVIDUELLES

Contre l'Etat

a) L'égalité d'accès à la justice sans considération des ressources économiques, qui est nécessaire pour éliminer le système actuel fondé sur les déplacements Débutants ou Stagiaire à la Société d'aide Pouvoir judiciaire.

b) La bureaucratie, des règlements et de bonne foi

Réduire au minimum la réglementation et des règles nécessaires n'établissent discriminatoire à l'égard de l'égalité devant la loi et il s'est reposé sur le principe de la bonne foi, avec des pénalités pour ceux qui violent ce principe.

- c) E-gouvernement
 - Centre d'appel centralisé pour l'ensemble du public.
 - Téléphonie sur IP à travers l'État.
 - Réception et émission de paiement sur Internet dans tous les rapports et l'adhésion au système de l'ensemble des organismes indépendants.

- d) Avocat Citoyen, chargé d'enquêter sur les plaintes du public sur les services reçus de l'administration publique et municipale.

- e) La sécurité publique
 - Clarifier le chiffre noir de la criminalité, la conception d'un système quantification efficace des crimes afin d'améliorer la planification.
 - Application de la législation nouveau passif délinquants mineurs, de réintégrer police à la retraite par le biais contributions des municipalités, l'extension Quadrant plan pour les régions taux de criminalité les plus élevés, de limiter la libération, et d'augmenter sanctions pour les récidivistes, et de suspendre les avantages qui facilitent liberté les personnes condamnées pour des crimes plus graves.

- f) La mise en œuvre du système de vote électronique

- g) Culture

- Groupe de tous les organismes publics chargés de promouvoir la arts, la culture et du patrimoine au sein du Conseil National de Culture.
- Modification de la loi de subventions à la culture afin d'habiliter propriétaires de monuments pour recevoir les apports de maintenir et de garde.
- Plan stratégique pour la conservation du patrimoine de chaque communauté.

- h) Engagement civique
 - Initiative populaire loi.
 - Accroître la participation des citoyens dans les comités de

Congrès.

- Explicatives version de la Loi sur la citoyenneté.
- Régler le simple enregistrement en tant que condition de la personnalité juridique des sociétés et des fondations.
- Incitation au travail des bénévoles.
- Etablir des critères permanent et transparent pour l'allocation ressources publiques par le biais de subventions.
- Améliorer le système d'exonération fiscale pour les dons les organismes sociaux d'intérêt public.
- Que la comptabilité publique des ministres et services publics être connu par tous les citoyens.

QUATRIÈME PILIER

Dynamiser les régions et les communautés

Gouvernements régionaux

- a) L'élection directe au suffrage universel des administrateurs régional.
- b) La promotion des caractéristiques de chaque région
 - Maximale délivrée pouvoir de décision aux niveaux régional.
 - Les politiques publiques et les instruments de promotion différenciée en fonction la diversité des territoires.
 - Renforcer les médias régionaux et les collectivités locales.
 - Développer les infrastructures et la connectivité régionale.
- c) La décentralisation fiscale
 - Augmentation de la décision d'investissement en relation avec FNDR régional.
 - Création de loi sur les revenus régionaux.
 - Création d'un pool régional, qui permettra d'élaborer harmonieuse et un développement équitable des régions.
- d) Différenciée des règlements pour les zones spéciales (hauts plateaux L'île de Pâques, Juan Fernandez et pièces Araucania Aysen et Magellan).

LES GOUVERNEMENTS LOCAUX

- a) Plus de ressources pour les administrations locales
 - Augmenter la participation des municipalités dans les dépenses publiques tot le pays, avec 20% -25% sur les quatre prochaines années.
 - Restructuration du Fonds Municipal, à l'approche de la redistribution, récompenser la bonne gestion des municipalités et dispose d'une marge de ressources D'urgence.
 - Pouvoir d'émettre des obligations municipales à incorporer offre publique de nouvelles ressources vers les communes de laquelle un projet spécifique.

- b) Autonomie administrative
 - Mettre fin à la pratique consistant à donner de nouvelles fonctions à municipalités sans un financement adéquat et à la fin de la duplication des fonctions entre les niveaux central et local.
 - Le transfert de la gestion des programmes sociaux qui gère maintenant le l'administration centrale aux municipalités.

- c) Transparence et la probité
 - Totale transparence dans l'allocation des ressources municipales pour les organisations sociales.
 - Exigence que toutes les municipalités sont vérifiés une fois par an par des entités extérieures.
 - "L'action publique pour l'enlèvement du conseil« pour violation de son devoir de contrôle.

- d) Education City
 - Bonus de gestion opérationnelle des établissements d'enseignement communes.
 - Autoriser les classes des écoles sont utilisés pour des cours, des programmes développement du programme d'activités parascolaires.
 - Système d'information réseau pour la bonne gouvernance, parmi les municipalité et les écoles subventionnées.

- e) De santé primaires
 - Séparez l'attention de la maladie et les mesures préventives promotion.
 - Transfert aux ressources allouées aux municipalités au niveau central.
 - Améliorer le système d'assainissement de base dans les secteurs ruraux.

- f) La sécurité publique
 - Allocation de plus de responsabilités aux municipalités questions comme le trafic et autres mesures de prévention des fonctions mineures.
 - Élargir le programme Comuna Segura: Engagement Cents, à des endroits avec moins de 70.000.

 - g) Engagement civique
 - Initiative populaire du ordonnances municipales.
 - La participation des citoyens dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets sociaux avec des fonds publics.
 - Création du Bureau d'appui voisin, pour sensibiliser le public aux les citoyens de leurs droits et comment ils peuvent en demander.
-

- h) Environnement
 - Élaborer un plan de gestion des espaces verts urbains et des arbres pour communes.
 - Établi dans chaque municipalité de la Direction de la gestion de l'environnement

- i) Le développement local productif / génération d'emploi
 - Création de projets productifs bureau exécutif.
 - En place dans chaque district d'un échange électronique d'échanges et l'emploi local, grâce à l'application de Infocentros.

- j) Urbanisme et de la ville
 - Formage public-privé, l'ordonnance de la Commission territoriale.
 - Création de "Les équipes de secours des espaces publics» dans une Alliance entre la communauté et la municipalité.

- k) Tourisme
 - Obligation de créer un plan de développement touristique pour la commune.
 - Encourager la coordination entre la municipalité et des centres de formation

technique, pour créer des programmes de formation en rapport avec les activités communauté touristique.

- l) L'accès aux services municipaux en ligne
Guichet unique pour demander la réception des prestations et les procédures (permis, les brevets, les demandes de brevet, paiements de services publics, etc.)

- m) Gestion des catastrophes et des urgences
 - Donner aux municipalités la coordination de la prévention, la gestion et le contrôle des catastrophes et les urgences.
 - Loi "2% localement" que les communes peuvent allouer le pourcentage de son budget pour aider à sauver les municipalités qui ont subi un certain catastrophe naturelle.

- n) Sports
 - Création d'une infrastructure minimale commune (tennis sport, des salles de fitness, ping-pong, courts de tennis, piscines, autres).
 - Organisation de jeux sportifs locaux, se qualifiant pour régional et national.

CINQUIEME PILIER

REVITALISATION DE LA CLASSE MOYENNE EN PLACE DU PRODUCTIF

MACRO-ÉCONOMIQUE

L'excédent structurel de 0,7% du PIB en 2006, 0,3% du PIB en 2007 et une structure du bilan de 2008. La croissance du PIB potentiels pour 2006 est de 5,5%, 6% en 2007 et 6,5% en 2008,

restée à ce niveau les années suivantes. Considérant la dépense engagés et le solde structurel qui tend vers l'équilibre, le 2009 est aura environ 4.500 millions de dollars de libre disponibilité, tandis que

que le montant atteint 10.570 millions de slack.

Pour la économie de croître à des taux plus élevés sur une base permanente exige que la la productivité de croître d'environ 2,5% par an, ce qui entraîne une amélioration de s de croissance de 1,5 points de pourcentage.

PROTECTION DE LA LIBRE CONCURRENCE

National Economic

-- Independent National Tax Board, nommé par le Président, sur la base d'une liste restreinte présentée par le Système de hauts fonctionnaires don s et ratifié par le Sénat.

-- Reconfigurer le FNE économique, de sorte que, dans l'analyse des Corporate Behavior, passé directement contrepartie technique intérimaire.

MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

a) Assouplissement des procédures

Accords de services entre le gouvernement central et les municipalités, peut accomplir toutes les formalités de création d'une entreprise dans un uniquement l'espace physique, qui reçoivent également des conseils et un permis tem d'exploitation lors de la finale est traitée.

b) Réduction du fardeau financier

-- Élimination de timbres fiscaux et des timbres, ajoutant à un crédits year term jusqu'à 25%.

-- Création d'une centrale de sécurité, de sorte que les débiteurs peuvent Banque a changé gratuitement.

-- Fonds de rééchelonnement de la dette des Mipyme avec un 6 ans.

c) Retour au système de formation préalable à l'amendement de la impôt de franchise (avec laquelle elle a été abaissée à demi-million de compétences) retrouver des niveaux de puissance près d'un million de travailleurs.

d) SII

-- Tribunaux fiscaux indépendants

-- Avocat de la défense des contribuables de tout abus de la l'administration fiscale.

e) Réduire à 40 le contrôle de courant 513 pour la main-d'œuvre

INNOVATION ET COMPÉTITIVITÉ

- a) Obtenir d'ici à 2010 les dépenses en recherche et développement (R & D) égales à 3% du PIB.

- b) Programme visant à la mise en réseau des pépinières d'entreprises et soutien financier, à travers la relation entre eux et les universités, établissements d'enseignement et instituts de technologie.
- c) Éliminer l'impôt de 30% pour le droit d'utiliser le logiciel.
- d) Accélération du processus de brevet de livraison: que le demandeur présente un trio d'experts, pour plus ample description de ces derniers. Être délivré une base de données d'experts, avec leur expertise respective et d'accréditation.

Énergie et combustibles

- a) L'exploration et l'extraction d'hydrocarbures
Retirer la réserve de l'État dans l'exploration et l'extraction solides et gazeux hydrocarbures.
- b) De commercialisation de l'électricité, qui assurent la médiation entre les indicateurs de la disponibilité des ressources. Les petits consommateurs ont le droit de faire une offre dans tout l'événement.
- c) La stabilisation des prix du carburant
Prix de référence système intermédiaire (PRI), qui reflète la valeur attendue à moyen et à long terme du marché. Si le prix excède le PRI, réduire le paiement de la taxe spécifique, qui exploite le contraire au moment de la vente au comptant est inférieur au PRI.
- d) ENAP
Elle deviendra une société anonyme, dotée d'un conseil de 7 membres, dont quatre sont choisis par le Conseil de la fonction de direction et les trois nommés par le président avec le consentement préalable du Sénat. Seul l'AFP

mai participer à la propriété.

Measures à mettre en place
Measures à mettre en place de l'information.

EXPLOITATION MINIÈRE

a) Petites mines

-- Empresa Nacional de Minería (Enami) seront Voyage à la région Atacama.

-- Le prix d'achat de minéraux seront modifiés tous les trois mois et pas le tarif mensuel pour assurer la sécurité du mineur de petite taille.

b) Moyen-mines

Paipote-Plant Complexe Matta va devenir une société.

Enami centrale resteront Achat de minéraux.

c) Le groupe minier

Le partenariat public-privé afin d'attirer les investissements étrangers, de promouvoir et de développer nouvelle entreprise.

Elle investira dans les infrastructures physiques et technologiques, avec la coopération entre les entreprises, centres de formation techniques des universités et des établissements de recherche.

d) Corporación Nacional del Cobre

Codelco Corporation deviendra une commission de 7 membres

(dont quatre sont choisis par le Conseil de la fonction de direction et de trois nommés par le Président avec l'assentiment du Sénat). Exclusivamante la

AFP mai prendre une participation minoritaire dans Codelco. Il

établir des mesures de transparence, que la publicité de l'information.

AGRICULTURE

a) Institutions et le commerce

-- Renforcer les services de douanes pour un meilleur contrôle des denrées alim importés approbation des tarifs et la qualité.

- Renforcer la qualité professionnelle de la SAG de préparer les agriculteurs les normes environnementales requises dans le commerce extérieur.
- b) Encourager les petits agriculteurs
Dossier de la fonction de crédit dans les banques, tandis que le Indap est l'accent sur le transfert de technologie et du développement jusqu'à la commercialisation
- c) Commercialisation du blé
Programme de subvention à l'entreposage, où les petits agriculteurs disposent des ressources de stockage à louer, laissant l'agriculteur avec le risque de ventes spéculatives, après la récolte.
- d) Financement de l'Agriculture et Exchange
 - Une bonne mise en œuvre de la Bourse de l'agriculture, sur des titres ou vente et de rachat des contrats avec le soutien d'une production certifiée ou conservées par des tiers (mandats). Pour ajouter à la petite agriculteurs, il affectera les ressources pour établir un mécanisme associativité et d'offrir des subventions ciblées pour l'achat d'options.
 - L'extension de ce terme pour les banques de un à trois ans pour effacer hypothèque subsidiaire composé de terres agricoles.

PÊCHE

- a) Mise en place de règles définitives pour l'industrie:
transformer le maximum de capture par les propriétaires dans un système permanente et illimitée.
- b) Promotion de l'associativité entre les pêcheurs artisanaux
développement industriel dans divers domaines d'activités de gestion culture.

TOURISME

Promouvoir un tourisme intégré
Doublement de la demande dans les 10 prochaines années grâce à un programme de L'intégration du tourisme avec les pays voisins.

EAU ET ASSAINISSEMENT

- a) Collecte des eaux pluviales
Définir un cadre institutionnel et un régime de réglementation financements pour des investissements dans les collecteurs d'eau de pluie, ce qui permet la participation du capital privé.
- b) L'élimination de la subvention pour les développeurs, nécessaires pour les entreprises d'adduction d'eau appartenant.

L'INFRASTRUCTURE ET DES TRANSPORTS

- a) Reengineering complet du Ministère des Travaux Publics
 - Divisent leurs activités selon leurs fonctions (planification, exécution, régulation), en lugar de tipo de obra (vialidad, aeropuertos, riego, etc.).
 - Mejorar la "accountability" de los funcionarios y la asignación de tareas.
 - Directorio autónomo del Ejecutivo que decida qué obras hacer.
 - Medidas de transparencia en la adjudicación de obras y contratos.
- b) Creación de una Superintendencia de Obras Públicas, que vele por el correcto funcionamiento de las concesiones y por la calidad del servicio provisto tanto por privados como por el propio MOP.
- c) Perfeccionar el sistema ferroviario
Estimular proyectos de ferrocarriles privados a través de concesiones y el uso de los mecanismos de inversión extranjera para equipos usados.
- d) Transformar la Dirección General de Aeronáutica Civil en una empresa pública (sujeta al SEP) y externalizar de la operación comercial de los aeropuertos, dejando en manos estatales sólo los aspectos técnicos relacionados con la seguridad. Asimismo, rebajar las tasas aeronáuticas y los otros costos de operaciones.

TELECOMMUNICATIONS

- a) Desarrollo de una red de banda ancha, fomentando el desarrollo en sectores medios y bajos, cuyo financiamiento provendrá del Fondo de Desarrollo de las Telecomunicaciones.
- b) Disminuir la burocracia regulatoria

Redefinir el ente regulador hacia un organismo más pequeño y centrado en los problemas de desarrollo y en los aspectos técnicos.

SEXTO EJE
PARTICIPACIÓN PARA ENFRENTAR UN MUNDO GLOBALIZADO

RELACIONES EXTERIORES

Page 17

- a) Reestructurar el Ministerio de Relaciones Exteriores, para hacerlo más moderno, eficiente y participativo.
- b) Profundizar el libre comercio a través de acuerdos regionales o bilaterales y la integración de los sectores público y privado.
- c) Chile como plataforma de negocios y país portal para el Asia-Pacífico: constituirse en un centro neurálgico regional en comercio, intercambio e integración.
- d) Promover una asociación estratégica con los Estados Unidos y favorecer la negociación de una Zona de Libre Comercio en las Américas.
- e) Avanzar en la integración vecinal y dar prioridad en las relaciones con América Latina.
- f) Fortalecimiento de la cooperación con Europa, mediante una adecuada administración de los acuerdos con la Unión Europea y con EFTA.
- g) Una política exterior de Estado que tenga en cuenta la opinión de todas las corrientes e instituciones de la vida nacional y en que el Congreso tenga mayor participación en los compromisos internacionales.
- h) Fortalecimiento del Derecho internacional y del multilateralismo en

n) Fortalecimiento del Derecho internacional y del multilateralismo en materia de paz y seguridad internacionales.

i) Defensa prioritaria de nuestros intereses marítimos y antárticos.

DEFENSA

a) Potenciar el liderazgo Ministerio de Defensa y readecuar la conformación y finalidad de los órganos consultivos del sector.

b) Financiamiento

-- Reemplazar la “ley del cobre” por un sistema de financiamiento a las Fuerzas Armadas sustentado en un fondo de inversión para la Defensa.

-- Mejorar la eficiencia en la asignación de recursos entre las FFAA, para lo que se establecerá un presupuesto por programas y criterios de gestión estratégica.

c) Modernizar la carrera militar: flexibilizar sus mecanismos de ingreso y de ascensos e introducir nuevos incentivos y exigencias.

d) Sistema previsional y de salud

-- Incorporar a los funcionarios al régimen normal de pensiones

-- Integrar los sistemas de salud institucionales.

e) Modernizar el servicio militar de acuerdo a un estudio que defina los roles que los soldados conscriptos deberán cumplir en las fuerzas armadas.

f) Promover la participación en operaciones de paz, integrándolas adecuadamente a nuestra política exterior.

g) Rendición de cuentas públicas del sector.

SÉPTIMO PUNTO

SEPTIMO EJE

CUIDADO DEL MEDIOAMBIENTE: 10 TAREAS CONCRETAS

a) Cuentas patrimoniales

Política de evaluación periódica de la variación de los principales recursos naturales (agua, suelo, bosque nativo y recursos mineros), suelos agrícolas, ganaderos y forestales, recursos hidrobiológicos, y pasivos ambientales (áreas contaminadas, relaves y otros), para generar políticas adecuadas.

b) Institucionalidad ambiental

-- Convertir la actual Conama en un Ministerio del Medio Ambiente.
-- Consejo Nacional del Sistema de Evaluación Ambiental, integrado por profesionales calificados designados por el Sistema de la Alta Dirección Pública. Los proyectos del sector público también deberán someterse a este système.

c) Protección de ecosistemas

-- Garantizar la representación de los distintos ecosistemas en el Sistema Nacional de Áreas Protegidas del Estado (SNASPE). Incorporarlos a la conservación pública y privada, asociado a un programa de turismo e investigación científica.
-- Mayor investigación y una efectiva protección a nuestras especies endémicas.

d) Ordenamiento y planificación del desarrollo en el territorio

-- Fomentar la producción limpia, natural y orgánica, certificada por normas internacionales. Proponemos incorporar a la ciudadanía en estos procesos y generar mecanismos de fomento productivo y de investigación.
-- Marco legal para el cultivo de transgénicos de forma segura y sin afectar nuestros ecosistemas (áreas del país libres de transgénicos; norma de etiquetado y evaluación ambiental para prevenir su propagación descontrolada); así como un mayor apoyo a la investigación científica.
-- Implementar un sistema de manejo integrado de las cuencas hidrográficas. Fomentar, asimismo, el tratamiento de aguas servidas para llegar a un porcentaje similar al de cobertura de agua potable urbana y rural.

e) Cumplimiento de compromisos internacionales

-- Fomento de proyectos públicos y privados que se beneficien de la emisión de bonos de carbono.
-- Establecer redes de monitoreo del deterioro de la capa de ozono, con difusión pública a la comunidad que le permita tomar medidas preventivas.

f) Suelos, bosque nativo y desertificación

- Perfeccionar la gestión de CONAF y otorgarle más recursos, además de otorgar mejores incentivos a los privados, para revertir el proceso de erosión y desertificación.
- Crear Ley de Bosque Nativo (donde la compensación por la expropiación patrimonial al privado, debe valorarse a precios de mercado) y llevar a cabo programas estatales de forestación.
- Generar programas educacionales de valoración del árbol y de protección de éste en los espacios públicos urbanos.

g) Aire

- Generar políticas que ataquen la raíz del problema de la contaminación ambiental. Especial énfasis tendrá una política de descentralización para disminuir la concentración de la población.
- Crear un sistema de monitoreo que evalúe un conjunto de puntos suficientemente representativos de la capital y que además considere el material particulado aún más fino.

h) Educación para la sustentabilidad

- Incorporar el concepto de desarrollo sustentable y combate contra la contaminación en la capacitación de los docentes, padres y apoderados y especialmente en las mallas curriculares de educación básica y media.
- Lograr la efectiva aplicación de la normativa ambiental a través de la especialización de los jueces.

i) Energía

- Inversión en energía renovable no convencional.
- Plan de centrales hidroeléctricas de pasada que se combinen con aquellas de acopio existentes de forma de coordinar su funcionamiento, resguardando las zonas en que aún contamos con ecosistemas hídricos incontaminados.
- Propender a la integración nacional e internacional de diferentes fuentes de energía y mercados consumidores.

i) Participación Ciudadana

J/ Participación Ciudadana

- Fomentar las diferentes formas de agrupación de la ciudadanía en las materias ambientales que las afectan directamente.
- Reformular los procedimientos administrativos y judiciales para acortarlos a un mínimo que evite la incertidumbre a los inversionistas, pero que provea un real acceso a la justicia para todos los afectados.
- Perfeccionar el recurso de protección en materia ambiental.